

Des survivants à la misère

Italie

VOLEUR DE BICYCLETTE À 74 ANS

C.F., un pensionné de 74 ans a été arrêté et menotté samedi dernier à la sortie d'un local paroissial dans le quartier Prati à Rome alors qu'il volait sa deuxième bicyclette de la journée, parce qu'il ne s'en sort plus et n'arrive plus à boucler ses fins de mois. Le juge l'a libéré, avec une obligation de se présenter chaque semaine au commissariat. *« J'ai fait une erreur, c'est certain, mais avec 280 euros de revenu par mois, qui peut réussir à vivre décemment ? »,* aurait déclaré l'homme, un ancien coiffeur avec trente années d'activité derrière lui, avant de se retrouver sans rien. *« Que voulez-vous que je vous dise ? Avec quelques centaines d'euro, à Rome, on ne peut pas s'en sortir et c'est pour cela que j'ai commencé à voler des bicyclettes ».*

(La Repubblica, 20/09/2011)

Russie

MILLIARDAIRES EN HAUSSE

Selon des chiffres publiés par l'agence russe des statistiques Rosstat, le nombre de pauvres a atteint 21,1 millions de personnes sur les six premiers mois de 2011, soit 14,9% de la population (143 millions), alors qu'il était de 19,1 millions sur cette même période en 2010. Le minimum vital, déterminant le seuil de pauvreté, était fixé à 6 505 roubles (150,5 euros) par mois au deuxième trimestre. En France, ce seuil est fixé à 954 euros par mois. M. Poutine a semblé avoir pris note de cette tendance qui pourrait remettre en cause la popularité dont il jouit toujours

dans son pays en l'absence de réelle opposition. Samedi, après avoir annoncé sa volonté de retourner au Kremlin à la faveur de la présidentielle de mars prochain, ce qui lui est quasi-assuré, Vladimir Poutine a déclaré que les impôts pourraient être augmentés à l'avenir pour les plus riches, reconnaissant qu'il y avait un niveau « dangereux » d'inégalité sociale dans le pays. Car parallèlement à la hausse de la pauvreté, le nombre de milliardaires en Russie a explosé cette année, passant de 62 à 101, selon le classement 2011 du magazine Forbes.

(Web AFP, Libération 5/09/11)

Serbie

LA FAIM DES ENFANTS

Les chiffres sont cruels en dépit des progrès réalisés pour la protection des droits des enfants en Serbie : 14 000 vivent sous le seuil de pauvreté et les plus touchés sont les jeunes Roms, les orphelins et les handicapés. Selon la Commissaire adjointe à la protection de l'égalité Kosana Beker, « l'adoption de bonnes lois en Serbie fournit les outils pour accomplir de réels progrès pour la protection des droits des enfants. » La médiatrice adjointe Tamara Lukšić Orlandi estime aussi que des progrès ont été faits dans tous les domaines pour la protection des droits des enfants, en particulier pour les enfants handicapés : « L'insertion des enfants handicapés dans le système éducatif a commencé et le transfert des enfants dans des unités plus adaptées que les grandes institutions ». Mais elle se garde bien de faire un pronostic trop optimiste dans un pays où des enfants ont faim à l'école parce que leurs parents n'ont pas les moyens de

payer le repas de midi ; où des enfants font des kilomètres à pied pour aller à l'école et où des enfants vivent dans la rue parce que l'État n'a pas assez de financements pour mettre en place des programmes de prévention. Le ministre du Travail et de la Politique sociale, Rasim Ljaji, reconnaît que la pauvreté est le problème le plus important. Il souligne la dégradation de la situation : en 2008, un enfant sur 14 vivait sous le seuil de pauvreté contre un sur 8 aujourd'hui.

(Web Courrier des Balkans, 11/10/11)

Ouganda

PAYSANS EXPULSÉS

C'est au nom de la « lutte contre le CO2 » que de nouvelles exactions sont commises contre des populations rurales de pays pauvres. *Le New York Times* et quelques autres, citant un rapport de l'organisation peu suspecte d'anti-écologisme Oxfam, révèlent que les exemples d'expropriations violentes de paysans, d'Afrique notamment, se multiplient. Plus de 20 000 habitants des campagnes ougandaises ont été expulsés de leur terre, le plus souvent violemment, au nom de la lutte contre le réchauffement climatique.

En Afrique notamment, les *landgrabs* opérés par des politiciens qui vendent les terres à des sociétés étrangères en vue de pratiquer des cultures intensives en expulsant les populations locales, sont devenus hélas monnaie courante.

Dans l'affaire ougandaise révélée par le NYT, le gouvernement affirme que les occupants étaient dans l'illégalité, des *squatters* sans titre de propriété valide. Mais dans un pays au cadastre embryonnaire, qui a des droits de propriété valides ?

Le quotidien révèle que les paysans ont été expulsés au nom de la lutte contre le réchauffement climatique. En effet, l'affaire s'articule autour d'un marché naissant de milliards de dollars créé suite à la signature du

protocole de Kyoto, celui des « crédits-carbone ».

La compagnie impliquée, *New Forest Company*, cultive des forêts dans les pays africains, dans le but de vendre les crédits-carbone générés par ses arbres aux pollueurs étrangers. Ses investisseurs incluent la Banque mondiale, à travers sa branche privée d'investissement, et la banque HSBC.

Selon le rapport d'Oxfam, *New Forest Company*, avec l'aide du gouvernement local, n'hésite pas à pratiquer l'expulsion de force de familles parfois installées depuis des décennies, et réduites après cela à l'état de plus extrême pauvreté. NFC a ainsi obtenu du gouvernement, dans ces conditions scabreuses, le droit d'investir 9300 hectares plantés de 12 millions de pins, un investissement de 47 millions de dollars.

(Web UnMondeLibre, Vincent Bénard, 29/09/11)

Thaïlande

TOURISME SEXUEL

« J'estime que peut-être 40 % des hommes étrangers qui se rendent ici viennent pour le tourisme sexuel et c'est inacceptable », a déclaré le 22 septembre l'ambassadeur des États-Unis aux Philippines, Harry Thomas Jr., au cours d'une table ronde sur le thème du trafic des êtres humains, rapporte le quotidien *The Philippine Star*. Le diplomate a précisé que son pays avait fourni une enveloppe de 6,6 millions de dollars (4,5 millions d'euros) à Manille pour combattre ce trafic. Selon un télégramme diplomatique américain de 2008 révélé par *Wikileaks* et citant le Bureau international du travail, un demi-million de femmes et d'enfants travaillaient à cette date dans l'industrie de la prostitution, indique pour sa part le site internet la télévision ABS-CBN.

(Web Courrier international, 26/09/11)